



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 37 – Edition du 22 juin 2023

1

2

Bulgarie

- Présentation du projet de budget 2023 par le ministre des Finances Assen Vassilev
- Excédent de 0,1 % du PIB du compte courant fin avril 2023
- Entretien du ministre bulgare de l'Énergie avec la ministre française de la Transition écologique.
- Conférence sur la transition verte dans les pays de l'Europe centrale et orientale
- Signature d'un contrat entre Westinghouse et Kozloduy New Build
- Financement de 844 069 EUR au titre du programme pour une Europe numérique

LE CHIFFRE A RETENIR :

474,8 M€

Le déficit commercial français vis-à-vis de la Roumanie au cours des quatre premiers mois de 2023

Chypre

- Fitch confirme et maintient la note de crédit à long terme de Chypre à BBB, avec perspectives stables
- Adoption par le Parlement de la loi modifiant le régime de TVA sur les résidences principales
- A la fin du premier trimestre 2023, le taux de chômage à Chypre atteint 6,8%
- Hausse de +3,9% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en mai 2023, après +3,9% en avril
- Chypre accuse du retard en matière de traitement des déchets par rapport aux objectifs de l'UE
- L'Electricity Authority of Cyprus (EAC) a dépensé près de 570 M€ en achat de quotas d'émission entre octobre 2017 et octobre 2022

Grèce

- Exécution budgétaire Janvier-mai 2023
- La Grèce entend renforcifier ses relations commerciales avec les pays voisins
- Les pertes enregistrées en 2022 par Attica bank active pour la troisième fois la loi sur l'impôt différé
- Le nombre de voyageurs en hausse de 74,7% sur un an
- Le PDG de l'opérateur historique d'électricité PPC élu vice-président d'Eurelectric
- Athènes accueillera en 2024 la conférence annuelle TXF Global Export, Agency & Project Finance

Roumanie

- Au premier trimestre 2023, le taux d'emploi a progressé de +0,1 pp, pour atteindre 62,9 %
- Le déficit commercial bilatéral français s'est creusé au cours des quatre premiers mois
- Le marché des capitaux roumain a enregistré une hausse de +7,1 % au cours des 5 premiers mois de l'année
- Le volume des travaux de construction a diminué de -4,2 % en avril
- Transgaz a lancé les travaux du gazoduc Tulza-Posidor

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Présentation du projet de budget 2023 par le ministre des Finances Assen Vassilev. Le ministre des Finances du nouveau gouvernement, entré en fonction le 6 juin, [a présenté](#) le 20 juin à la presse les grandes lignes du projet de budget 2023 (pour rappel, l'Etat fonctionne actuellement sur la base d'une prolongation de la LF 2022). La nouvelle LF devrait être déposée à l'AN début juillet 2023, de telle sorte qu'elle puisse être adoptée fin juillet et entrer en vigueur le 1^{er} août. Le projet de budget a été élaboré sur la base d'un PIB de 184 486 M BGN, montant fixé par le gouvernement précédent (intérimaire), une croissance de 1,8 % et une inflation annuelle moyenne de 7,8 %. Quelques changements majeurs sont prévus par rapport au projet de budget proposé par le gouvernement intérimaire, dont la limite du déficit à 3 % du PIB, contre 6,1 % dans le projet du gouvernement précédent. Selon le nouveau gouvernement, le pays devrait recevoir un deuxième paiement (1,5 Md BGN) au titre du PNRR au cours de cette année. L'État demandera aux entreprises publiques de lui verser un dividende de 100 %, ce qui augmentera les recettes de 780 M BGN. Sont également attendues plus de recettes de TVA liées à une amélioration de la collecte. Le nouveau projet de budget prévoit également une réduction de certaines dépenses par rapport au projet proposé par le gouvernement intérimaire. Les dépenses en capital diminueront de 1,851 Md BGN en couvrant les dépenses réalisables d'ici la fin de l'année. Il y aura également une réduction des dépenses d'entretien de l'administration d'un montant de 1,5 Md BGN. Les pensions croîtront de 12 % au second semestre et les salaires des administrations qui n'ont pas reçu d'augmentation l'année dernière de 10 %. Les salaires des enseignants seront de 125% du salaire moyen. Les réductions de TVA qui ont été introduites l'année dernière et les années précédentes (pour les restaurateurs, le pain, la farine, les livres) resteront en vigueur cette année. Seul le taux de la TVA sur le gaz naturel sera augmenté à 20 %. La dette publique en pourcentage du PIB serait de 24 % environ.

Excédent de 0,1 % du PIB du compte courant fin avril 2023. Selon [les données](#) préliminaires de la Banque nationale de Bulgarie, le pays a enregistré un excédent du compte courant de 101,9 M EUR (0,1 % du PIB) pendant la période de janvier à avril 2023, contre un déficit de 580,7 M EUR un an plus tôt. Deux facteurs principaux expliquent cette évolution. Le déficit commercial des biens s'est amélioré (de -1238,8 M EUR fin avril 2022 à -731,5 M EUR un an plus tard). Le solde des services s'est également amélioré (de 1288,2 M EUR à 1503,1 M EUR). Selon [les prévisions d'avril](#) du FMI, le déficit du compte courant s'élèverait à -0,5 % du PIB cette année.

Enjeux sectoriels et thématiques

Entretien du ministre bulgare de l'Énergie avec la ministre française de la Transition écologique. Selon le ministère bulgare de l'Énergie, l'entretien bilatéral entre le ministre Rumen Radev et la ministre française de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runache, a permis de réaffirmer l'engagement de la Bulgarie à atteindre les objectifs de l'alliance nucléaire initiée par la France début 2023. M. Radev a indiqué que les capacités nucléaires, l'augmentation de la production d'énergie renouvelable, le développement d'installations de stockage d'énergie ainsi que l'expansion de la capacité de

transmission du réseau sont les facteurs pour un système énergétique respectueux de l'environnement et durable.

Conférence sur la transition verte dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Lors d'une [conférence sur la transition verte](#), organisée à Sofia du 20 au 22 juin, il a été souligné que la Bulgarie est parmi les pays à forte intensité énergétique, 40% de l'énergie produite provenant des centrales à charbon. D'après le ministre de l'Énergie Rumen Radev, la transition verte passe par le développement des unités nucléaires, les centrales hydroélectriques, l'énergie géothermique, des systèmes de stockage d'énergie et de nouvelles solutions technologiques à faibles émissions de carbone, pour répondre aux défis climatiques. Selon le président de l'Assemblée nationale, Rossen Zhelyazkov, les priorités pour l'AN sont les amendements à la loi sur les énergies renouvelables et à la loi sur l'efficacité énergétique ainsi que sur la régulation du marché de détail de l'électricité à l'horizon 2026 (via des amendements à la loi sur l'énergie). D'après le président de la Commission de régulation de l'énergie et de l'eau, Ivan Ivanov, la libéralisation complète du marché de l'électricité n'est envisageable qu'après 2026.

Signature d'un contrat entre Westinghouse et Kozloduy New Build. Westinghouse a annoncé le [14 juin](#), la signature d'un contrat d'ingénierie et de conception avant-projet avec la filiale de la centrale nucléaire de Kozloduy 'Kozloduy New Build' (filiale de la centrale nucléaire de Kozloduy en charge de la gestion du projet de construction d'un ou de deux réacteurs nucléaires sur le site de la centrale) relatif à un nouveau réacteur AP1000 qui sera situé sur le site de la centrale. Cette signature intervient 3 mois après la signature d'un MoU entre Westinghouse et Kozloduy Newbuild relatif à l'établissement d'un groupe de travail en charge du projet de déploiement potentiel d'un ou de plusieurs réacteurs AP1000, de génération « III+ ».

Financement de 844 069 EUR au titre du programme pour une Europe numérique. Le ministère des Transports et de la communication [informe](#) que tous les projets bulgares proposés dans le cadre du programme pour une Europe numérique (Digital Europe Programme) ont été approuvés pour bénéficier de financements de 844 069 EUR destinés à la création d'espaces de données, à la gestion des actifs dans les industries manufacturières clé, à la mobilité et aux données multimédias.

Chypre

Macroéconomie et finances

Fitch confirme et maintient la note de crédit à long terme de Chypre à BBB, avec perspectives stables. L'agence, qui avait [relevé d'un cran la notation souveraine de l'île en mars](#), rappelle que le niveau de revenus par habitant, l'appartenance à la zone euro et les indicateurs de gouvernance situent le pays favorablement par rapport à ses pairs disposant de la même notation souveraine. Elle souligne aussi – [tout comme son homologue Moody's](#) qui a confirmé en mai le retour probable prochainement du pays en catégorie *investment grade* - les bonnes performances économique et fiscale enregistrées récemment. L'année 2022 a en effet été marquée par une croissance dynamique, de +5,6%, et un excédent budgétaire confortable à +2,1% du PIB. Si un ralentissement de l'activité est attendu à court terme, la croissance chypriote (+2,5% selon Fitch en 2023) restera parmi les plus fortes en Europe. Malgré certaines mesures qui viendront gonfler les dépenses, comme la hausse du taux d'indexation automatique des salaires dans le secteur public (dont le coût fiscal est estimé à 0,1 point de PIB en 2023

et 0,3 point en 2024), le solde public restera également bien orienté au cours des deux prochaines années. Il devrait ainsi atteindre +1,7% du PIB en 2023 et +1,8% du PIB en 2024. Cet ensemble de facteurs contribuera en outre favorablement au maintien de la trajectoire baissière de la dette publique, qui devrait tomber à 80,9% du PIB en fin d'année (contre 86,5% en 2022 et plus de 100% du PIB en 2021). **Fitch considère en revanche certains déséquilibres comme trop importants pour orienter le pays en perspectives positives.** C'est notamment le cas des niveaux d'endettement public et privé (220% du PIB), qui demeurent encore trop élevés, tandis que le secteur bancaire, malgré des progrès certains dans son assainissement soulignés par l'agence, présente encore quelques fragilités. Le déficit courant abyssal (-9,1% du PIB en 2022) et les tensions politiques régionales persistent également toutes perspectives d'amélioration de la notation souveraine du pays.

Adoption par le Parlement de la loi modifiant le régime de TVA sur les résidences principales. Approuvé par 42 députés sur 56, [le texte](#) prévoit un taux de TVA réduit à 5% sur les 130 premiers m² des résidences dont la valeur maximale atteint 350 000 €. Pour les résidences dont la superficie est comprise entre 130 et 190 m², une TVA de 19% s'appliquera pour chaque m² de la fourchette supérieure à 130 m². Les résidences construites pour personnes handicapées pourront bénéficier d'une exemption, avec un taux de TVA maintenu à 5% sur l'ensemble des 190 m². [La presse chypriote rappelle que l'adoption de cette loi par les députés intervient après plusieurs mois de contentieux et de tractations politiques, suivant l'ouverture en juillet 2021 d'une procédure judiciaire par la Commission Européenne envers Chypre pour non-respect des directives de l'UE.](#) Le pays appliquait en effet jusqu'ici un taux réduit de TVA à 5% sur les 200 premiers m² des résidences principales, sans plafond de valeur. L'UE, qui autorise via une directive les États membres à appliquer un taux réduit de TVA sur les logements uniquement dans le cadre d'une politique sociale, considérait que les critères retenus jusqu'ici outrepassaient cet objectif. La Commission avait ainsi envoyé le 15 décembre dernier une lettre de mise en demeure, fixant initialement au 15 février 2023 la date limite pour modifier la législation agitant le risque d'une action en justice et d'amendes potentielles. **Les autorités chypriotes espèrent désormais que cette loi sera jugée conforme à la directive européenne, qui autorise un taux de TVA réduit à 5% sur les résidences mais dont la superficie totale est inférieure à 140 m².** L'UE pourrait en effet juger la loi non-conforme car non circonscrite à une dimension sociale. Selon les données du cadastre chypriote, environ 75% des transactions immobilières effectuées en 2022 concernent en effet des résidences de moins de 190 m² dont la valeur est inférieure à 350 000€.

A la fin du premier trimestre 2023, le taux de chômage à Chypre atteint 6,8%, contre 6,6% un an auparavant. [Selon CYSTAT](#), le chômage touche davantage les femmes (7,3%) et les jeunes (16,0% pour les 15-24 ans), tandis que 32,2% des chômeurs sont considérés de longue durée. Cette légère hausse du taux de chômage s'explique par un afflux de population encore imparfaitement absorbé sur le marché de l'emploi. Ainsi, le taux de croissance de la population active (+3,7% en g.a pour atteindre 492 230 personnes), a été légèrement supérieur à celui de la population employée (+3,5% à 458 835 personnes). Parmi les analyses retenues pour caractériser ce phénomène, une partie de la population jusqu'ici inactive serait ainsi revenue sur le marché de l'emploi, constatant le dynamisme de ce dernier. Fin mars, le taux d'emploi atteint en outre 61,2%, les hommes demeurant davantage insérés sur le marché du travail, avec un taux d'emploi de 66,4% contre 56,4% pour les femmes. **CYSTAT note enfin que les heures travaillées ont augmenté de +2,8%.** Les principaux secteurs contribuant à cette hausse ont été l'hôtellerie-restauration, l'information-communication, la santé et activités sociales ainsi que les services de support administratif.

Hausse de +3,9% de [l'indice des prix à la consommation harmonisés](#) en mai 2023, après +3,9% en avril. Le taux de croissance des prix ralentit ainsi pour le 10^e mois consécutif, après avoir atteint un pic en

juillet 2022 (+10,6% en g.a.), retombant à son niveau de mi-2021. L'inflation alimentaire (+8,9% en g.a.) constitue la principale composante de l'IPCH, devançant les services d'hôtellerie-restauration (+5,1%) et les meubles et équipements ménagers (+4,6%). En termes sectoriel, la contribution du poste énergétique est en outre négative, à -6,3% sur un an. Par rapport au mois d'avril, l'indice des prix harmonisés progresse enfin légèrement, à +0,4%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Chypre accuse du retard en matière de traitement des déchets par rapport aux objectifs de l'UE. [Selon un rapport de la Commission Européenne](#), le taux de recyclage des déchets municipaux atteignait 16,8% en 2020, très loin de l'objectif de 2025 fixé à au moins 55%. De même, le taux de mise en décharge des déchets municipaux s'élevait encore à 67% en 2020, alors que les directives européennes prévoient de le réduire sous le seuil de 10% en 2035. A l'inverse, [Chypre](#) s'approche des cibles 2025 dans le traitement des déchets d'emballage, avec un taux de recyclage de 59,9% (objectif de 65% en 2025).

L'Electricity Authority of Cyprus (EAC) a dépensé près de 570 M€ en achat de quotas d'émission entre octobre 2017 et octobre 2022. Selon un [rapport de l'Audit Office chypriote](#), le producteur d'électricité, en situation de quasi-monopole sur l'île, aurait transmis ces coûts aux consommateurs via une hausse des factures d'électricité. Le montant des « amendes » payées par l'EAC pour acquérir des droits d'émission devrait en outre atteindre près de 300 M€ en 2023, contre 248 M€ en 2022. Ces achats de quotas sont effectués pour couvrir les émissions du secteur énergétique à Chypre dans le cadre du système européen d'échange de quotas-carbone (SCEQE). Depuis l'instauration de ce dernier en 2005, la réduction des émissions des secteurs concernés (industrie, énergie, transport aérien) a en outre été moins marquée à Chypre qu'au niveau européen. Ainsi, sur la période 2013-2021, les émissions des installations industrielles fixes ont été réduites de seulement 15% par rapport à 2005, tandis que celles des centrales énergétiques ont progressé de 6% (-45% au niveau UE). **Le rapport souligne ainsi la moindre efficacité observée jusqu'ici du SCEQE à Chypre par rapport au reste de l'UE**, notamment du fait d'une utilisation abusive et détournée des revenus tirés des ventes de quotas d'émission, qui doivent légalement être fléchés à 50% vers des investissements « verts ». L'allocation, sous dérogation, de quotas d'émission gratuits jusqu'en 2019 ainsi que l'incapacité de l'EAC à investir significativement dans les énergies renouvelables sont également mises en avant pour expliquer les retards chypriotes. Face à ce constat, l'Audit Office plaide ainsi pour la création d'un organisme de contrôle indépendant veillant à la bonne affectation des revenus provenant des droits d'émission de gaz à effet de serre. Enfin, le rapport fait part des incertitudes quant à la trajectoire de Chypre en termes de réduction des émissions de GES, notamment au vu des objectifs européens (réduction des émissions d'ici 2030 de -55% par rapport aux niveaux d'émission de 1990, et de -32% par rapport à 2005).

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire Janvier-mai 2023 (données provisoires) Exécution budgétaire janvier-mai 2023 (données provisoires): le déficit budgétaire s'est élevé à 1,126 Md€ contre un objectif de déficit de 4,446 Mds€ prévu au titre de la loi de finances et contre un déficit de 4,066 Mds€ enregistré sur la

même période 2022. Un excédent primaire de 2,289 Mds€ est constaté, contre un objectif de déficit primaire de 1,396 Md€ et contre un déficit primaire de 1,487 Md€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 26,241 Mds€, en hausse de 2,937 Mds€ (+12,6%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en raison notamment de la hausse (+9,6%) des recettes fiscales (22,954 Mds€), du versement de la tranche d'ANFA (603M€) et de la hausse (240 M€) des recettes (1,710 Md€) du Programme d'investissement public. Les dépenses totalisent 27,368 Mds€, en baisse de 383 M€ par rapport à l'objectif, mais en hausse de 1,015Md€ par rapport à la même période 2022, en raison notamment d'une hausse des paiements d'intérêts de 825 M€. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif à hauteur de 470M€. Cette évolution est principalement due au décalage des paiements pour des dépenses (590 M€) liées à des programmes d'armement ([Ministère grec des Finances](#)).

La Grèce entend renforcer ses relations commerciales avec les pays voisins - Le plan national à l'ouverture commerciale 2023 comprend 26 actions en Turquie, 23 en Israël et 21 en l'Égypte, selon les annonces de la Secrétaire Générale aux relations économiques internationales du Ministère grec des Affaires étrangères et présidente d'Enterprise Greece, Mme Vicky Loizou. La Turquie figure parmi les cinq premières destinations des produits grecs et la valeur des exportations grecques vers ce pays a atteint 2,2 Mds€ en 2022, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. De même, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est l'une des principales destinations exportatrices en dehors de l'Europe. En ce qui concerne Israël en particulier, l'année écoulée a vu une augmentation historique des exportations grecques (+23,5 % hors produits pétroliers et 55 % produits pétroliers inclus), par rapport à 2021.

Les pertes (386,6M€) enregistrées en 2022 par Attica bank active pour la troisième fois la loi sur l'impôt différé, selon les données publiées par la banque non systémique dans le cadre de son [Assemblée générale prévue le 6 juillet prochain](#). Cette décision devrait entraîner une nouvelle augmentation du pourcentage du capital social de la banque contrôlé par le Fonds hellénique de stabilité financière (FHSF), qui devrait passer de 69,5 % actuellement à près de 72 %. Le montant de la perte fiscale résultant de l'actif d'impôt différé s'est établi à 63,9 M€ et s'ajoute aux 174,7M€ de créances antérieures, qui ont été convertis à ce jour en droits correspondants, conduisant en 2021 à la participation du FHSF au capital social d'Attica Bank.

Commerce bilatéral Grèce-Russie: Franche baisse des importations grecques en provenance de Russie en avril 2023 (-60,8% sur un an, à 193,2M€). La Grèce a également réduit ses exportations vers la Russie de 13,4%, comparé à avril 2022, pour atteindre 6,7 M€. Ainsi, la balance commerciale entre la Grèce et la Russie reste déficitaire, s'élevant en avril à 186,5 M€. Les principaux produits importés par la Grèce ont été les hydrocarbures (147 M€), qui représentent 76% des importations grecques en provenance de la Russie en avril 2023. Les principaux produits exportés en Russie sont des produits bitumineux, comme le mortier et le ciment, pour un montant de 1,1 Md€. Enfin, sur les 4 premiers mois de l'année (de janvier à avril 2023), le solde commercial bilatéral reste déficitaire en faveur de la Russie à hauteur de -1,2 Mds€ ([ELSTAT](#))

Commerce bilatéral Grèce-Ukraine: En avril 2023 la Grèce dégage un excédent commercial bilatéral de 14,8 M€, sur un an (après 2,5 M€ en avril 2022). Les exportations grecques vers l'Ukraine se sont élevées à 30,6 M€ et les importations en provenance d'Ukraine à 15,8 M€. Les produits importés vers la Grèce sont principalement des produits céréaliers (59,8% des importations en provenance de ce pays), dont du maïs, des grains de soja et du blé, tandis que les exportations grecques vers l'Ukraine sont

constituées notamment de pétrole (78% des exportations). Enfin, sur les 4 premiers mois de 2023, la Grèce a dégagé un excédent commercial bilatéral de 83,4 M€. ([ELSTAT](#))

Enjeux sectoriels et thématiques

Selon [le dernier bulletin de la banque de Grèce](#), durant le T1 2023, le nombre de voyageurs a atteint **1,898 M de personnes, enregistrant une augmentation de 74,7% sur un an**. Les voyageurs en provenance de l'UE-27 ont atteint 898,7 k personnes (+51,7% sur un an), et représentent 47,9% du total de voyageurs entrant en Grèce. Les plus présents pendant cette période ont été les Allemands (158 k), les Britanniques (148,3 k) et les Français (92,8 k). Le trafic par aéroport a augmenté de 64,6% tandis que les arrivées via gare routière ont augmenté de 104,7%. Cet afflux de touristes en Grèce a contribué à une augmentation de 63,8% des recettes totales de voyages, qui se sont élevées à 732,9 M€ sur cette période de trois mois hors-saison. Ceci est dû au fait que les recettes des pays faisant partie de l'UE-27 ont crû de 31,8% jusqu'à 318,7 M€ (43,5% du total). Les recettes en provenance de la France notamment, ont augmenté de 136,8% à 57,9 M€, contrairement aux recettes en provenance d'Allemagne qui ont baissé de 3,5%. Les touristes allemands restent tout de même les seconds contributeurs, derrière les Etats-Unis, qui ont connu un montant de dépenses record pour la période, avec une augmentation de 98,4% par rapport au T1 2022 pour atteindre 67 M€.

Le PDG de l'opérateur historique d'électricité PPC, M. Georges Stassis, a été élu vice-président d'Eurelectric, le groupement européen des entreprises d'électricité basé à Bruxelles. Le nouveau conseil d'administration d'Eurelectric aura un mandat de deux ans et s'est fixé trois priorités: renforcer les réseaux électriques dans le contexte de la transition énergétique, assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Europe et garantir des conditions d'investissement appropriées.

Athènes accueillera en 2024 la conférence annuelle TXF Global Export, Agency & Project Finance, grand événement consacré à l'exportation, aux agences d'assurance-crédit et au financement de projets. Il aura lieu du 11 au 14 juin 2024 et sera organisé par Export Credit Greece, selon les annonces de son président M. Gregory Stamatopoulos dans la [presse](#).

Roumanie

Macroéconomie et finances

Au premier trimestre 2023, le taux d'emploi a progressé de +0,1 pp, pour atteindre 62,9 %, soit 7, 675 M de personnes. De fortes disparités sont cependant observées entre les différentes populations. Le taux d'emploi des hommes (71,8 %) est nettement supérieur à celui des femmes (53,8 %). Par ailleurs, 68,1 % de la population urbaine occupe un emploi, contre seulement 57,2 % de la population rurale. Le taux d'emploi des jeunes (15 - 24 ans) est limité à 18,8 %. Malgré un ralentissement économique au premier trimestre, l'emploi se montre toujours résilient et le taux de chômage est resté stable par rapport au T4 2022, à 5,8 %.

Le déficit commercial bilatéral français s'est creusé au cours des quatre premiers mois. Le commerce bilatéral franco-roumain de marchandises a progressé de +14,2 % au cours des quatre premiers mois de l'année 2023, en glissement annuel, pour atteindre **4,0 Md€**. Cependant, en raison d'une progression plus rapide des importations (+21,7 %) que des exportations françaises (+5,9 %), le déficit commercial s'est accentué au cours de la période. Ce dernier atteint 474,8 M€, soit une progression de +168,9 %. En plus des très fortes hausses des importations de produits agricoles et de produits pétroliers raffinés (respectivement +340,5 % et +466,1 %), le déficit commercial a été porté par la hausse des importations françaises de matériel de transport (+24,0 %, à 933,9 M EUR) et d'équipements mécaniques et électriques (+28,1 %, à 530,2 M€) roumains.

Le marché des capitaux roumain a enregistré une hausse de +7,1 % au cours des 5 premiers mois de l'année. Si l'ensemble des segments de la Bourse de Bucarest (BVB) sont en hausse, le marché est notamment porté par l'indice BET-NG, qui réunit les compagnies cotées des secteurs de l'énergie et des services publics. Ces dernières ont réalisé des résultats record en 2022 en raison de l'explosion du prix de l'énergie. Désormais, malgré la baisse des prix observée depuis le début de l'année, les marchés anticipent la cotation d'une partie du capital d'Hydroelectrica, qui est prévue dans les prochaines semaines et devrait être la plus importante de l'Histoire de la BVB. Par ailleurs, le marché des capitaux roumains réunit maintenant plus de 141 000 investisseurs, alors qu'il n'en comptait que 54 000 en 2019.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le volume des travaux de construction a diminué de -4,2 % en avril, en série ajustée, par rapport au mois de mars. Seuls les segments des travaux de rénovation (+12,2 %) et d'ingénierie (+3,0 %), particulièrement dynamiques ces derniers mois, ont enregistré une hausse. Cependant, en raison de la croissance rapide enregistrée par le secteur ces derniers mois, le volume de construction a progressé de +14,8 % en glissement annuel. Le volume des travaux de construction neuve a ainsi progressé de +10,5 % en un an. Le développement du secteur est par ailleurs limité par les difficultés de recrutement croissantes rencontrées par les entreprises.

Transgaz a lancé les travaux du gazoduc Tulza-Posidor, devant relier le champ gazier offshore Neptun Deep au réseau européen, l'infrastructure déjà existante du corridor BRUA (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Autriche). Les travaux de construction de ce gazoduc de 308,3 km, dont le coût est estimé à 500 M EUR, seront assurés par le conglomérat turc Kalyon. Cette infrastructure, financée par des fonds européens à hauteur de 85 M€, permettra de faciliter l'exportation du gaz roumain exploité en Mer Noire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/trésor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr